



APPEL DU « COLLECTIF RÉQUISITIONS » UN TOIT C'EST LA LOI !

La loi et les droits des personnes sans abris, avec ou sans papiers, violés !

Laisser à la rue une personne ou une famille qui appelle au secours est inhumain, alors que tant de logements sont vacants et que la loi permet de les réquisitionner. L'application de cette mesure par l'État est d'autant plus nécessaire que ce dernier doit selon la loi héberger toute personne, avec ou sans papiers, exilée, française, en situation de détresse faisant appel au 115, jusqu'à un relogement ou un hébergement stable !

Les associations estiment que plus 300 000 personnes sont privées de logements stable et digne. Nous savons que des dizaines de milliers de personnes sont encore à la rue ou dans des bidonvilles, tandis que des centaines de milliers vivent des conditions de logement indignes et dégradantes, malgré les droits et les lois en leur faveur.

Logements vacants, un triste record !

L'INSEE a recensé 3 millions de logements vacants en France, 400 000 en Ile-de-France, 117 000 à Paris. Record de tous les temps battu ! De plus, avec la crise, le développement du télétravail, le coup de frein sur le tourisme de masse, le nombre de bureaux vacants et de logements dédiés au tourisme, dont AirBnb & Co, va aussi augmenter rapidement.

Zéro réquisitions depuis 25 ans !

Depuis 1945, 3 procédures de réquisitions de locaux vacants à destination des sans logis ont été instituées. Celle issue de l'ordonnance du 11 octobre 1945, a fait ses preuves puisqu'elle a permis la réquisition de plus de 100 000 logements jusque dans les années 90, dont un millier en 1995-1996, sur ordre de Chirac, après l'occupation du 7 rue du Dragon en décembre 1994.

Depuis AUCUNE réquisition n'a été prononcée sur des biens appartenant à de grands propriétaires privés, malgré l'adoption en 1998 et 2018 de 2 nouvelles procédures de réquisition inefficaces et inapplicables.

Ils soutiennent les lobbys de l'immobilier!

Les ministres du logement qui se sont succédé depuis ont fait le dos rond ou ont prétendu que les préfets jugeaient la réquisition trop compliquée pour la mettre en œuvre : c'est évidemment un faux prétexte pour ne rien faire et ne pas affronter les puissants lobbys de l'immobilier qui tirent des profits extraordinaires de la spéculation, du logement cher et de la crise du logement !

Ils préfèrent nous matraquer, nous réprimer plutôt que nous loger !

Comme on l'a vu à Aubervilliers, St-Denis et Place de la République fin novembre, comme on le constate quotidiennement, il ne fait pas bon d'être sans abri en France. La hiérarchie policière et politique nous assimile à des délinquants, ou tout au moins à une question d'ordre public.

C'est pourquoi, nous lançons tous ensemble et dans toute la France une campagne en direction du Gouvernement pour qu'il applique la loi de réquisition, car la crise du logement s'aggrave comme jamais depuis un demi siècle !

Nous voulons :

- Qu'il ordonne aux Préfets, sans faire semblant, de réquisitionner dans toute la France des logements et des bureaux vacants pour les sans-abri et les très mal-logé·e·s. Plus personne à la rue, plus personne dans des taudis et plus personnes dans des hébergements indignes et précaires !
- Un recensement massif des logements et locaux vacants de grands propriétaires privés et publics
- Que les demandes de réquisitions déposées en décembre à la Préfecture de région Ile-de-France soient examinées et lancées
- Une véritable politique sociale du logement

Le Collectif Réquisitions réunit des associations et collectifs de personnes mal logées, sans abri, avec ou sans-papiers, des collectifs d'exilé·e·s, de soutien.

1^{ers} signataires : Collectif des jeunes tchadiens en France, Collectif La Vie là, Copaf, CSP 75, CSP 20eme, DAL, Enfants d'Afghanistan et d'Ailleurs, Marche des Solidarités, Paris d'Exil, Solidarité Migrants Wilson, Utopia56, Avec le soutien de: AFVS, Aitec, APLD 91, Assiette Migrante, ATMF, ATTAC France, Bagagérue, BSP Paris Sud, BSP 20eme, CGT UD75, CNAFAL, CNL, Collectif Logement Paris 14, Collectif «Plus Jamais ça» Paris, collectif Sortir du silence, Collectif 93HB, EVTC St Denis, FASTI, FLC Adeic, La gamelle de Jaurès, Les Éveillés, MDM Ile-de-France, MARDI, MNCP, Pas Sans Nous, SNPES-PJJ/FSU, Stop Précarité, Union Syndicale Solidaires, Watizat...